



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

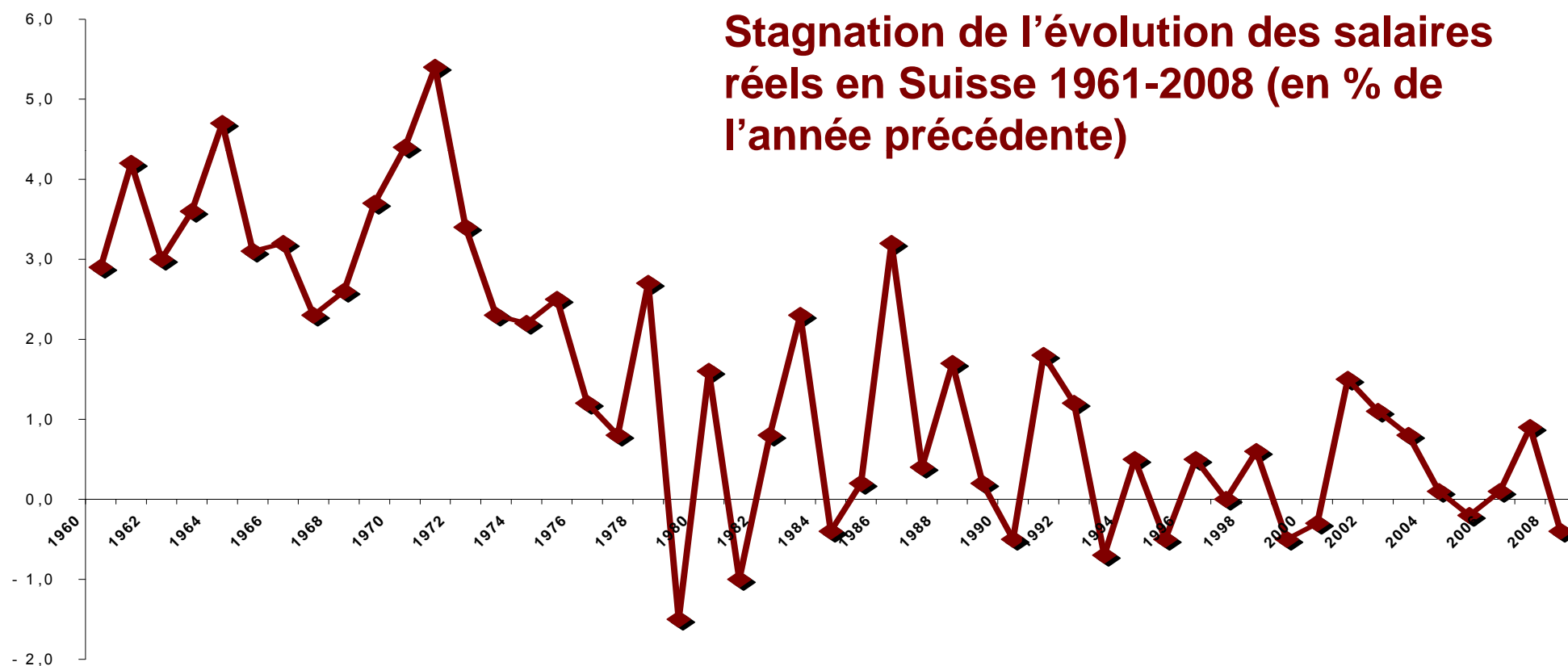
Travail précaire en Suisse et réponses syndicales

Dr Alessandro Pelizzari, Unia Genève

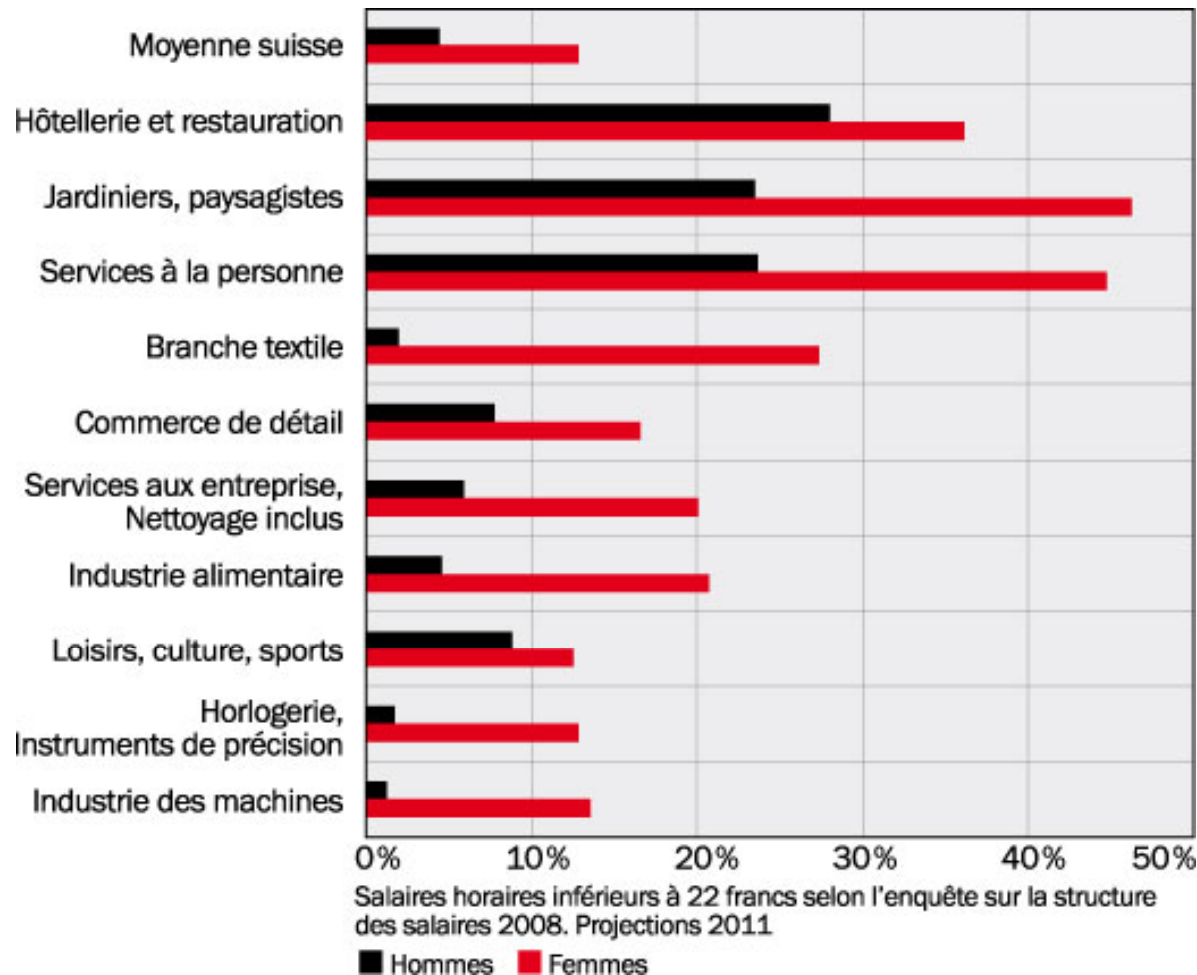
Workers Symposium on Policies and Regulations to
combat Precarious Employment

Genève, 6 octobre 2011

Evolution du salaire réel en Suisse, 1961-2008



Proportion des salaires inférieurs à 3500 francs



■ **Les femmes sont massivement discriminées en termes de salaire**

Ne figure pas dans le tableau:

Agriculture:

60% = 18'000 pers.

Economie domestique:

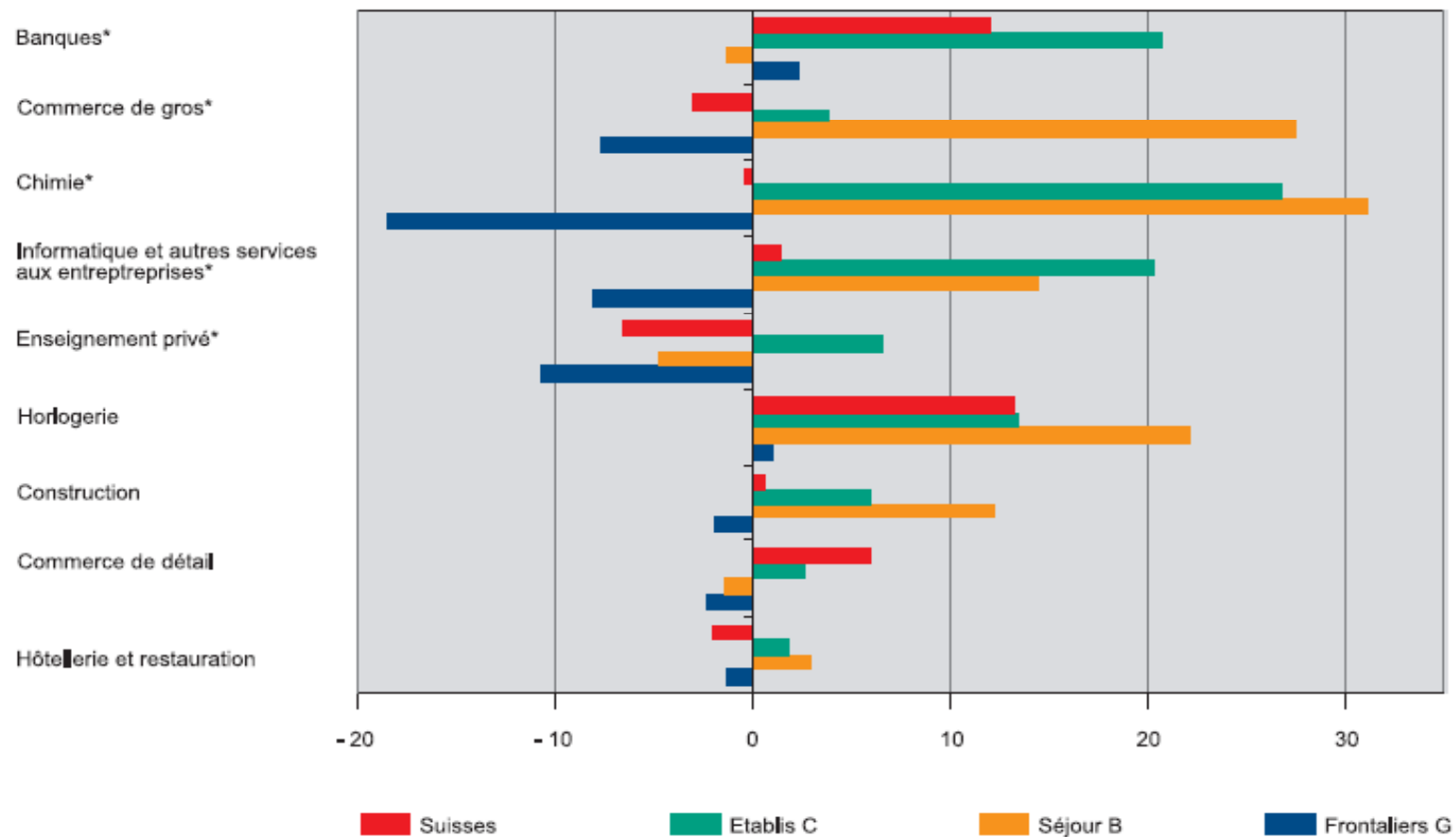
65% = 40'000 pers.

Mise en concurrence des salariés (exemple Genève)

Variation du salaire au premier décile selon l'origine ou le permis, par branche économique, entre 2000 et 2008, en termes réels G 18

En %

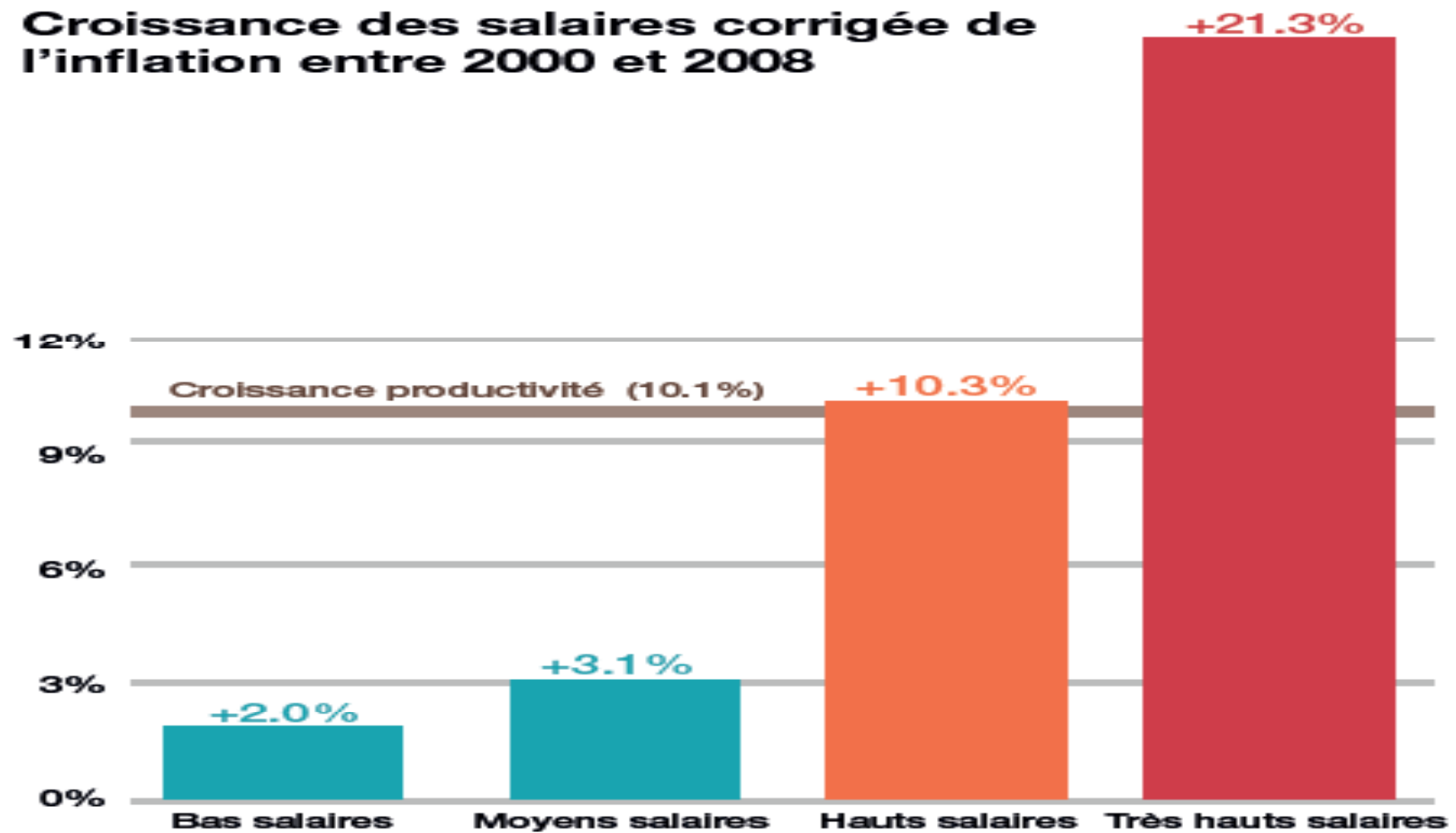
Secteur privé - Canton de Genève



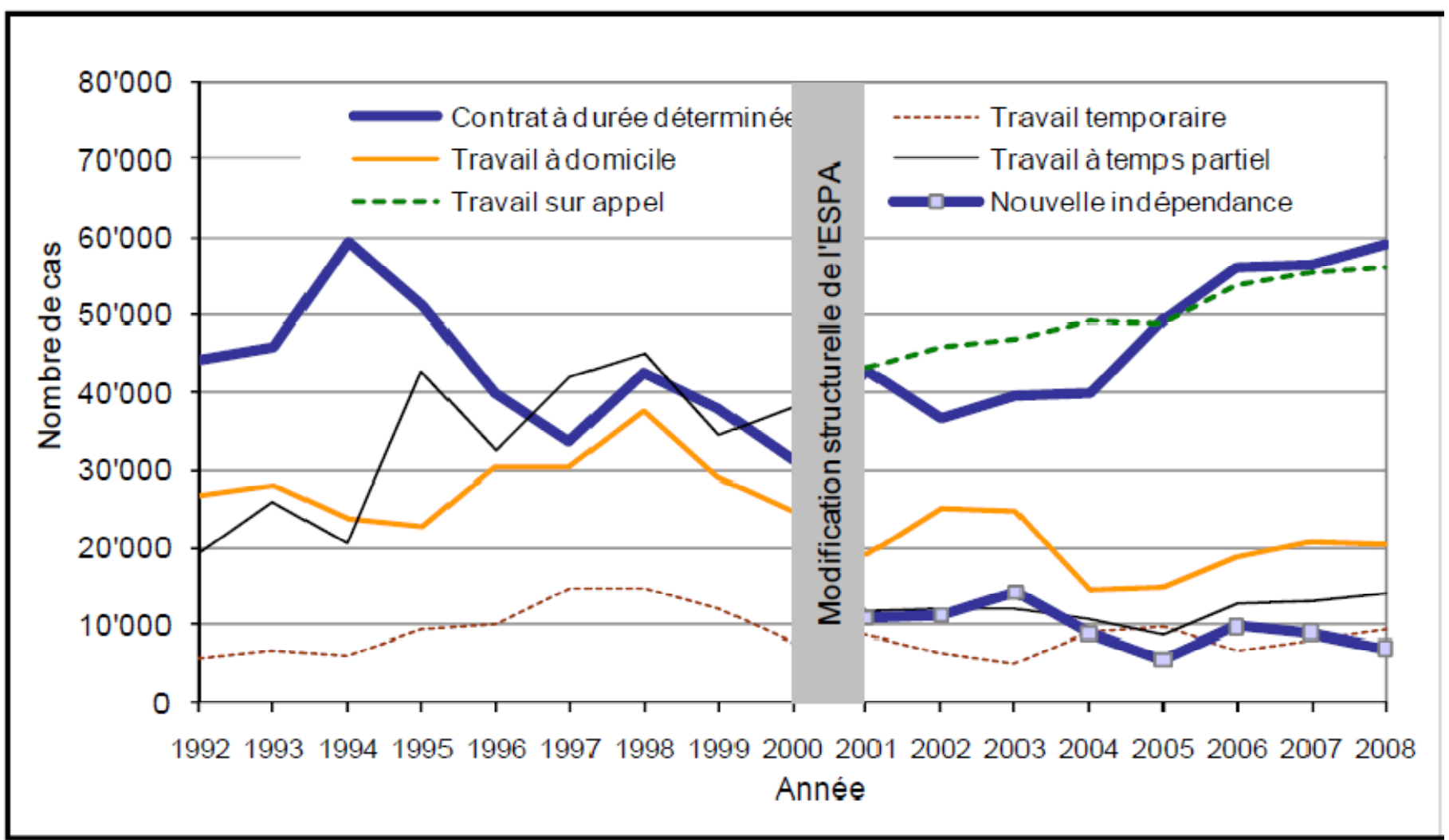
* Branches rémunératrices

Evolution des bas et hauts salaires

Croissance des salaires corrigée de l'inflation entre 2000 et 2008

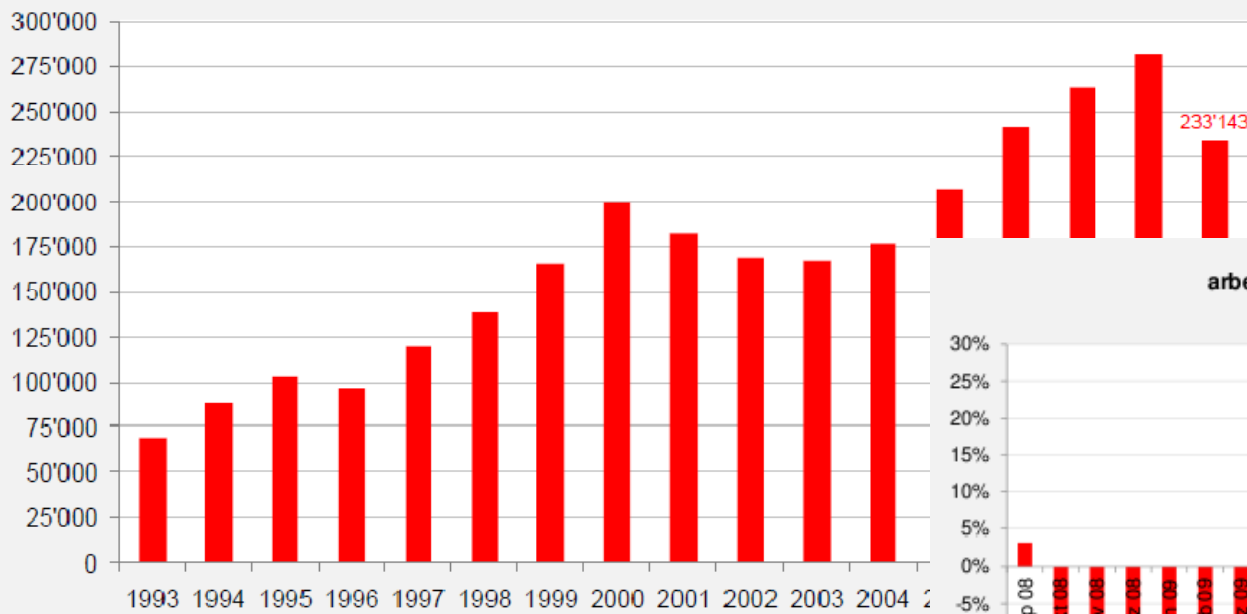


Evolution du travail « atypique » en Suisse



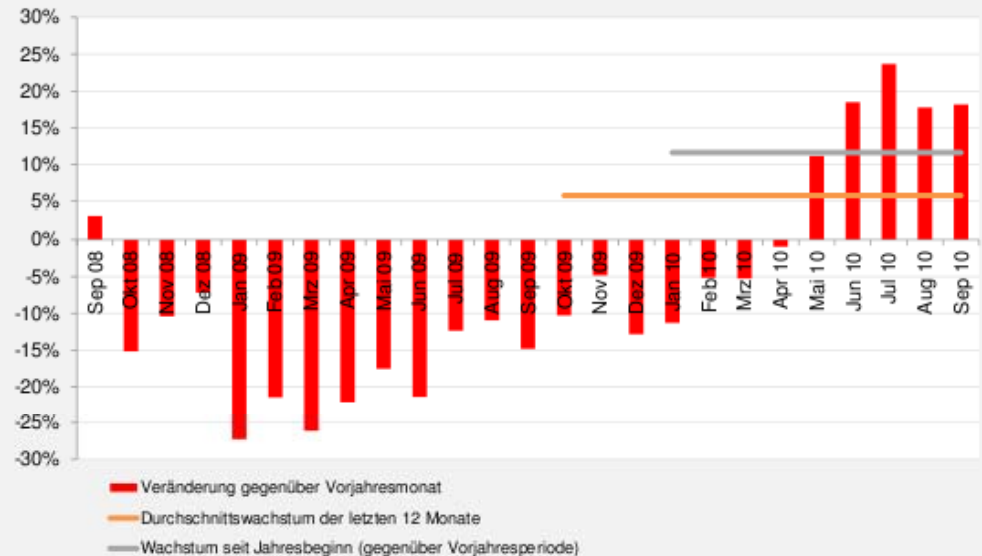
Evolution du travail temporaire en Suisse

Anzahl temporär Arbeitende eines Jahres, 1993-2009



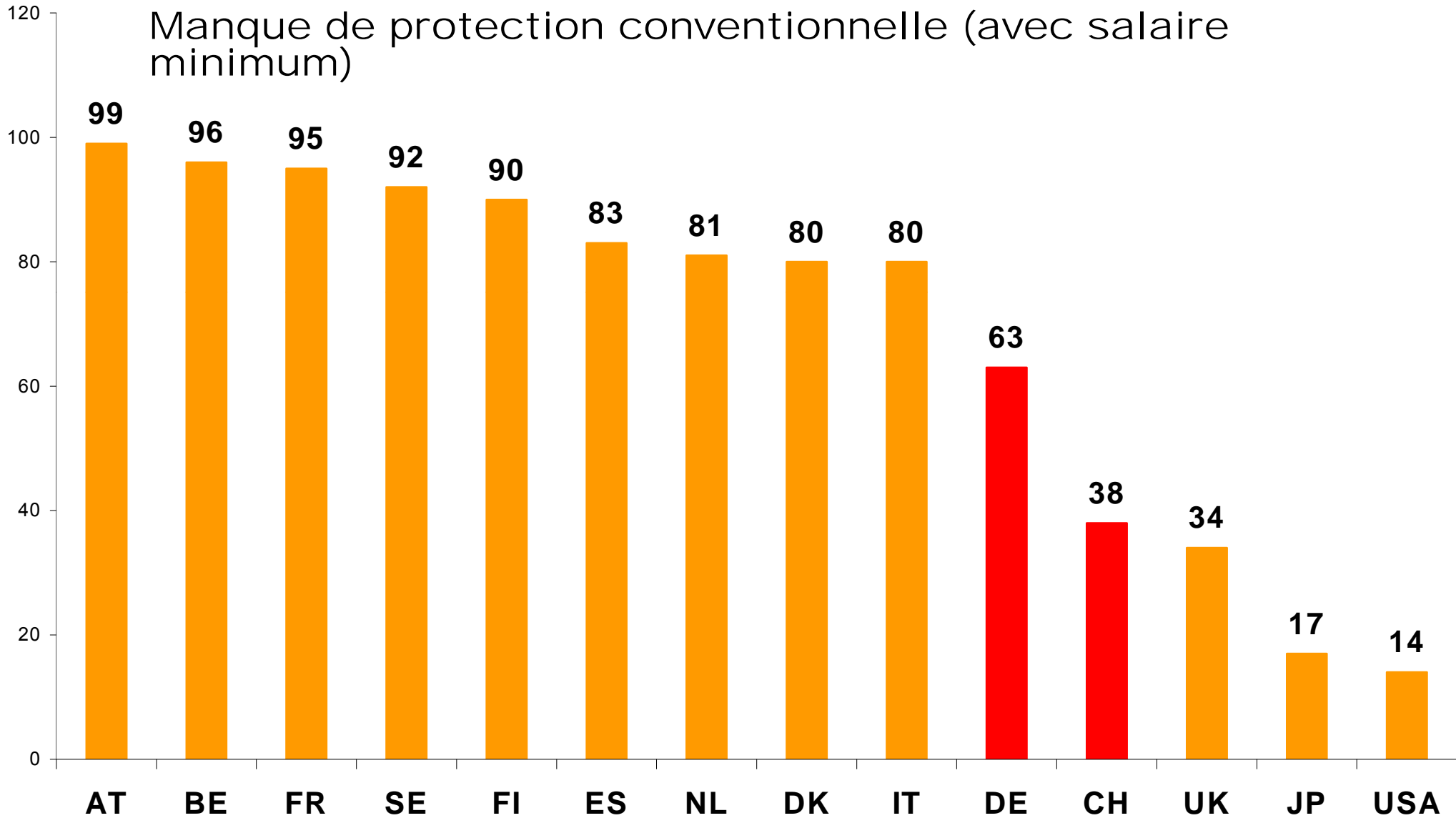
Quellen: Seco, Berechnungen von swissstaffing

swisstemptrend 09/2010: arbeitstagbereinigte Branchenentwicklung, September 2008 - September 2010



Quelle: SUVA, Berechnungen von swissstaffing

Manque de protection conventionnelle (avec salaire minimum)



Manque de contrôle étatique

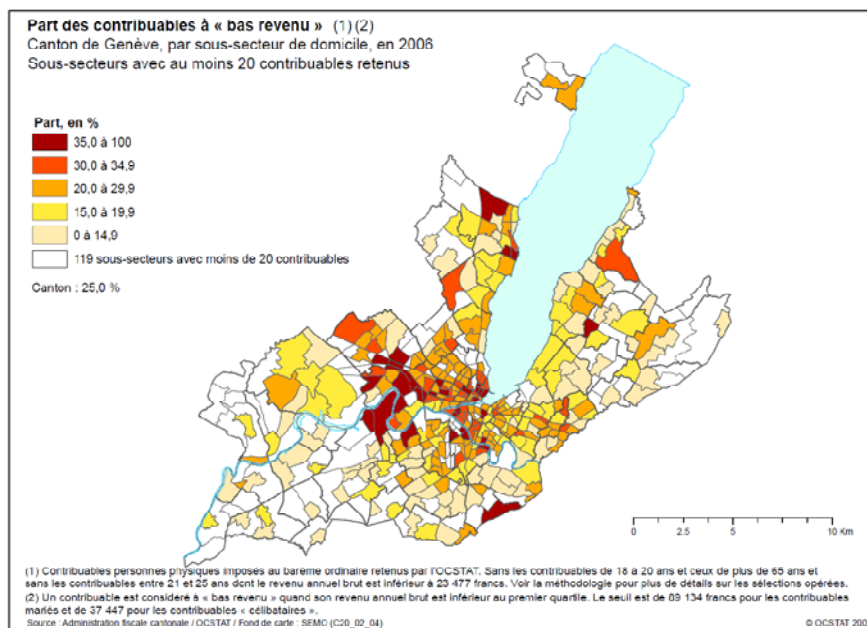
Tableau 4.5: Nombre de contrôles effectués auprès d'employeurs suisses comparé au nombre d'établissements

	Contrôles réalisés auprès d'employeurs suisses	Nombre d'établissements*	Part d'établissements contrôlés
Contrôles réalisés par les CP	11'805	96'715	12%
Contrôles réalisés par les cantons	7'760	216'218	4%
Total des contrôles	19'634	312'933	6%

* Nombre d'établissements en Suisse sans les entreprises individuelles comportant un seul employé (indépendants), sans les entreprises agricoles familiales ni l'administration publique. Les pouvoirs publics ne font l'objet de contrôles que sur dénonciation.

Les réponses du syndicat: Pour un salaire minimum

1. **Droit à un salaire minimum équitable.**
2. **Renforcement du système des CCT**
3. **Introduction d'un minimum salarial légal de 22 francs de l'heure (état 2011)**



SALAIRE MINIMUM
maintenant!

Les réponses du syndicat: Pour un contrôle des entreprises

1) Garantir le ratio d'un inspecteur pour 10'000 postes de travail



1 : 10'000

3) Créer une inspection syndicale indépendante



2) Doubler le nombre d'inspecteurs de l'OCIRT



4) Favoriser la transparence par des rapports annuels publics



Les réponses du syndicat: Pour une régulation du travail précaire et le renforcement des droits syndicaux

- 1. CCT pour le travail temporaire**
- 2. Régulation de la sous-traitance (responsabilité solidaire)**
- 3. Meilleure protection des délégués syndicaux**

jeudi 6 octobre 2011

18 h = action symbolique pour le droit d'information sur les lieux de travail, centre ville

vendredi 7 octobre

9 h 30 = action symbolique pour les libertés syndicales et le travail décent, Place des Nations

11 h = clôture de la conférence OIT



Communauté genevoise
d'action syndicale

Rue des Terreaux-du-Temple 6,
1201 Genève - 022 731 84 30
info@cgas.ch